

SIMON MOREILLON
@SimonMoreillon

Analyse

Trump et le covid n'ont pas achevé le libre-échange

Il avait presque succombé sous les assauts trumpiens et les vagues pandémiques. Donald Trump avait mené un travail de sape contre l'Organisation mondiale du commerce tandis qu'il remettait au goût du jour les barrières douanières et le Covid-19 a ralenti les échanges intercontinentaux aériens et maritimes pour de nombreux mois. Bientôt fini, les porte-containers géants reliant Shanghai, Rotterdam, Jebel Ali ou Los Angeles? Le libre-échange était aux soins intensifs, se réjouissaient ses contempteurs.

Sauf que, dimanche, 15 Etats de la région Asie-Pacifique ont ressuscité la flamme des échanges internationaux. Et avec la manière. La Chine, les dix pays de l'Asean (Indonésie, Thaïlande, Singapour, Malaisie, Philippines, Vietnam, Birmanie, Cambodge, Laos et Brunei), le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont signé le Partenariat régional économique global (RCEP). Une fois ratifié, cet accord commercial ne deviendra rien de moins que le plus important en termes de produit intérieur brut – 30% du PIB mondial – et concernera plus de 2 milliards d'habitants.

L'accord asiatique a éclipsé une autre nouvelle non moins importante, le Nigeria a ratifié mercredi la zone de libre-échange continentale africaine (ZLEC). Sur les 55 pays africains, tous sauf l'Erythrée ont soit signé, soit ratifié cet accord lancé en juillet 2019. La nouvelle est d'importance car, avec ses 200 millions d'habitants, le Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique, rendait sa participation indispensable à la réussite d'un tel accord, qui impactera à terme 1,2 milliard d'Africains.

Les défis du Covid-19

Ces deux avancées sont primordiales pour ces continents qui subissent une chute drastique de leurs activités en raison de la pandémie. A l'image de leurs homologues occidentaux, la plupart des pays asiatiques et africains devraient terminer l'année en forte récession, exception faite de la Chine. A plus long terme, la création de ces zones devrait permettre d'accélérer les échanges. Le commerce intra-africain ne représente par exemple que 15% des échanges totaux du continent, contre 58% en Asie et 70% pour l'Union européenne.

Au-delà du discours convenu de l'augmentation de la richesse promise à chaque signature et ratification, la création du RCEP et de la ZLEC est aussi un moyen pour les Etats concernés de renforcer leur résilience post-Covid-19. Car les risques de rupture des chaînes d'approvisionnement mondiales lors du premier confinement ont souligné les besoins accrus de production régionale pour certains biens et services stratégiques. Bien que les accords africain et asiatique aient été imaginés bien avant l'apparition du Covid-19, les principaux intéressés ne cachent pas leur volonté de profiter de l'occasion de réduire leur dépendance à des usines, des entreprises et des marchés de consommateurs situés à l'autre bout du monde.

Unilatéralisme et protectionnisme ont révélé leurs limites sous la présidence Trump

Cette course au libre-échange n'est toutefois pas la panacée. Si les avantages théoriques sont indéniables, ils font face à de sérieux obstacles pratiques: divergences politiques entre partenaires ou manque d'infrastructures. Sans compter l'opposition des travailleurs touchés par les délocalisations d'activités induites par le libre-échange.

Des travailleurs qui, aux Etats-Unis, ont élu Donald Trump il y a quatre ans. Et c'est bien ce président américain qui a entravé les échanges commerciaux globaux. Il a instauré des taxes douanières punitives, a bloqué le traité de libre-échange transatlantique (TTIP), l'Organisation mondiale du commerce et l'Accord de partenariat transpacifique (TPP). Pire: sa guerre commerciale contre Pékin s'est révélée inopérante: en octobre dernier, l'excédent commercial de la Chine avec les Etats-Unis s'est encore accru de 19% sur un an. En 2019, le déficit commercial américain s'était bien réduit, une première, mais d'un maigre 1,7%. Et ce au prix de voir les alliés de Washington lui tourner le dos.

Unilatéralisme et protectionnisme ont révélé leurs limites sous la présidence Trump. Ne reste plus à son successeur, Joe Biden, qu'à relancer des instances de négociations telles que l'OMC pour éviter la régionalisation à outrance des échanges post-coronavirus. ■

Les dettes d'Etat sont rarement remboursées

La dette est une composante de l'homme. En effet, dès les premières écritures sont apparues des traces d'emprunt. Des pharaons aux doges de Venise, des empereurs de Chine aux rois de France, l'endettement a toujours été nécessaire pour construire le paysage national et faire la guerre. Ce sport national a souvent conduit à un autre qui consiste à ne pas pouvoir, ou ne pas vouloir, rembourser son dû.

D'ailleurs, au regard de l'Histoire des royaumes européens, tous se sont montrés incapables d'honorer leurs engagements financiers à un moment ou à un autre. La Bible, par exemple, qui constitue la base de notre histoire théologique européenne, prône, via le Deutéronome, l'annulation des dettes tous les sept ans.

De la dette personnelle à celle des Etats

Quelques siècles après sa rédaction, lorsque Napoléon Bonaparte se rendit en Egypte flanqué d'une horde de scientifiques, Jean-François Champollion y déchiffra la pierre de Rosette, rédigée en trois écritures parmi lesquelles les hiéroglyphes. Qu'y découvrit-il? Les termes d'un décret relatifs à différentes niches fiscales décidées par le pharaon Ptolémée, qui y aura même ajouté une notion de libération des esclaves sous certaines conditions, ainsi que l'annulation des dettes!

L'analyse financière n'est pas une science totalement nouvelle. Comme le qualifient les économistes, le grand problème de l'emprunt est qu'il pousse les êtres humains dans leurs pires extrémités,

notamment lorsqu'ils sont «pris à la gorge», devant faire face à des échéances de remboursements. La violence entre individus devient alors la règle, d'autant que le phénomène n'est pas nouveau puisque tel était déjà le cas cinq siècles avant Jésus-Christ, sous le règne du pharaon Khéops, ce mégalomane qui avait dépensé tout son argent pour la construction de sa pyramide et était devenu à tel point insolvable qu'il en vint à prostituer sa fille, lui ordonnant de gagner le plus possible!

Néanmoins, riches de ce type d'événements, les dirigeants politiques de tous bords finirent par comprendre qu'il n'était pas forcément bon de s'endetter à titre personnel mais qu'il valait mieux faire porter l'ensemble de l'endettement sur la nation. C'est ce que firent notamment les Anglais au XIIIe siècle, lorsque le moine Thomas de Marlborough convainquit ses confrères qu'il était nécessaire de contracter une grosse dette pour gagner un procès important contre l'évêque voisin de Worcester. L'emprunt porta alors sur la personne morale du monastère en lieu et place des moines eux-mêmes. Le procès fut gagné et l'emprunt remboursé.

Toutefois, l'emprunt a souvent une connotation beaucoup moins religieuse car, en maintes occasions, il a plutôt contribué à financer la guerre. Refuser de recourir à l'endettement s'avère délicat, voire difficile, particulièrement lorsque vous êtes à la tête d'une nation récemment attaquée, ou que votre mégalomanie vous pousse à vous estimer invulnérable à la tête de vos troupes.

Une fois vaincu, il vous est généralement impossible d'honorer vos créances si bien que l'ultime solution est de jeter vos créanciers en prison. A ce moment-là, vous perdez cependant toute crédibilité et il est peu probable qu'on vous prête à nouveau de l'argent. Les historiens ont d'ailleurs mis en évidence la vitesse à laquelle la Hollande a pris l'avantage sur le Royaume d'Espagne au XVIIIe siècle. A cette époque, les Néerlandais se sont fait un devoir de toujours rembourser «rubi sur l'ongle» quand le roi d'Espagne jetait, lui, ses créanciers en prison tout en les forçant à lui prêter toujours davantage d'argent.

L'emprunt pousse les êtres dans leurs pires extrémités

La réaction ne se fit pas attendre et, à court de vivres, l'Espagne n'eut de cesse de reculer. Pour autant, les Espagnols ne furent pas les premiers à défendre d'aussi «épatantes» solutions à leurs problèmes! En effet, au XIVe siècle, le roi anglais Edouard III provoqua la faillite des grandes banques italiennes en ne leur remboursant pas l'argent

emprunté afin de financer les débuts de la guerre de Cent Ans.

La dette publique aujourd'hui

Seulement, l'innovation financière n'a pas de limites et les institutions ont fini par comprendre que, pour rembourser des emprunts, l'idéal était tout simplement d'en contracter de nouveaux. Aussi, lorsque le poids des dettes et de leurs intérêts, aussi faibles soient-ils, devient intenable, il ne reste alors qu'à inventer les taux négatifs! Ou comment s'enrichir par l'emprunt? Nous y sommes, et ça, nos rois n'y avaient pas songé!

Cependant, le jour où des monnaies telles que l'euro ou le dollar, criblées de dettes, seront dépréciées par des marchés financiers qui préféreront l'or ou le bitcoin, tout le monde se méfiera comme de la peste des banques centrales et de leur planche à billets. A bien y réfléchir, nos dirigeants politiques, qu'ils fussent rois ou gouverneurs de banques centrales, ont toujours trouvé le moyen de ne pas vous rembourser. Comme l'aurait dit Nietzsche, au cours des siècles, la violence s'est simplement faite plus douce, plus exquise, et surtout moins visible. Un jour, pourtant, l'innovation financière ne suffira plus et la violence des sociétés humaines reprendra le dessus. ■

DIDIER MAURIN
PRÉSIDENT ET ADMINISTRATEUR
DE KATLEYA GESTION
À GENÈVE

L'initiative pour moraliser l'économie est-elle irresponsable?

C'est mi-amusé, mi-peiné que j'ai assisté il y a quelques jours aux interventions, sur des chaînes nationales, d'un financier genevois, champion de l'initiative «Entreprises responsables». L'intention globale est très généreuse et nul ne peut nier l'urgence nécessaire de moraliser l'économie mondiale. L'étalage de ses bonnes intentions, pourtant, me fit penser qu'il essayait de s'acheter une bonne conscience.

Au-delà des impossibilités juridiques factuelles (extraterritorialité des faits, viol de souveraineté et conflits de droits, illicéité de l'inversion de la charge de la preuve et donc de la présomption d'innocence), le simple bon sens oblige à redouter que cette initiative soit concrètement contre-productive. Les raisons sont les suivantes:

Un arsenal judiciaire bancal risquerait fort, dans de nombreuses régions de non-droit, de décupler le risque d'image par des tentatives de racket. N'importe quel voyou, armé de photos truquées, pourrait tenter de faire chanter toute entreprise suisse implantée dans son pays. L'augmentation de ce risque susciterait vraisemblablement le gel immédiat de ses investissements directs, voire même son désinvestissement complet.

Déni de réalité

De nouveaux intermédiaires locaux s'imposeraient, obérant encore davantage une répartition équitable de la richesse créée.

L'argument émotionnel du travail des enfants procède d'un déni de réalité et d'une confusion.

1. Le déni de réalité: dans de nombreux écosystèmes de par le monde, le travail des enfants au sein de leurs communautés naturelles (famille, tribu, village) les protège! Il garantit leur développement personnel et leur socialisation harmonieuse. Là où il n'y a pas ou peu d'écoles, priver les enfants de leur contribution communautaire revient à les exposer gravement aux pires maux: errance, vol, mendicité ou prostitution, drogues, embrigadement idéologique, militaire ou mafieux, traite d'humains, trafic d'organes...

2. La confusion, vraiment simpliste, entre travail et exploitation revient à nier le paradoxe suivant: pour éviter l'exploitation des enfants, leur donner un travail domestique, au sein de leurs communautés naturelles, est essentiel. Aux propagandistes de l'initiative, je proposerais, ironiquement, l'exemplarité: assignons donc en justice – pour les condamner par contumace – tous nos ancêtres paysans, artisans, artistes ou négociants, qui firent travailler leur progéniture dans leur potager, leur atelier ou leur boutique...

Les racines du mal

Considérons plutôt avec réalisme les racines du mal. D'où provient l'écrasement immoral de la valeur ajoutée, qui appauvrit ses producteurs initiaux?

Une contre-culture, ultra-toxique, imprègne de nombreuses organisations, celle «des achats». Sans pudeur, on y affirme que la valeur ajoutée naît premièrement en cassant les prix! Profitant alors de leur dominance, les acheteurs utilisent cette «méthode» de trader pour pressurer leurs fournisseurs. Lesquels, pour survivre, répercutent l'étranglement économique qui leur est imposé, jusqu'aux plus faibles. J'aimerais que ces acheteurs deviennent les ambassadeurs et les garants de partenariats éthiques et équitables, engagés contre toute spoliation, toute injustice ou toute exploitation.

L'argument émotionnel du travail des enfants procède d'un déni de réalité et d'une confusion

Nos acheteurs, malgré leurs conditionnements toxiques, ne sont généralement pas des prédateurs volontaires. Ils agissent sous la contrainte de la mise au profit immédiat, pression

dont les actionnaires distants, regroupés en fonds de pension empreints d'immoralité, sont responsables. Cette financiarisation de l'économie mondiale sans frein éthique peut s'illustrer ainsi: c'est pour que le petit retraité de Floride puisse vivre sans travailler que le producteur africain de café ou de cacao, appauvri malgré son travail, est contraint d'exposer ses enfants hors de leurs communautés naturelles protectrices. Je redoute que notre financier genevois, comme tant d'autres, ne veuille jamais l'admettre.

Des milliards sont actuellement dépensés par nos multinationales pour racheter discrètement leurs actions, afin de les annuler. Se désendettant, elles augmentent potentiellement la valeur de leurs titres et/ou de leurs dividendes. Mais plutôt que les faire disparaître, peut-être pourrions-nous les proposer, gratuitement ou à bas prix, à tous ceux qui travaillent tout au long de la chaîne d'approvisionnement, en contrepartie d'engagements éthiques à long terme? Le dividende annuel rémunérerait leurs engagements, cet actionariat partagé générerait une vraie solidarité de tous les acteurs, créant finalement une relation directe et forte entre l'entreprise et ses fournisseurs... Cette idée simple est sans aucun doute plus éthique et plus responsable que d'autres, aux juridismes extravagants.

L'humanisation de notre économie mondialisée ne pourra se faire par la contrainte, même masquée de ces bonnes intentions dont l'enfer est pavé. Nous avons besoin de courage et d'intelligence: le courage de la vérité et l'intelligence de la réalité. Puis d'humilité et d'audace, pour réformer ce qui a besoin de l'être. Concrètement. ■

XAVIER CAMBY
FONDATEUR D'ESSENTIEL
MANAGEMENT CONSEIL